

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE  
78, rue de Varenne  
75349 PARIS 07 SP

**DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE**

SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHES  
BUREAU DU PORC, DES VOLAILLES ET DE LA DIVERSIFICATION  
Téléphone : 01 49 55 41 49  
Télécopie : 01 49 55 45 90

**CIRCULAIRE**

DPEI/SPM/C2000-4001  
DU 03 JANVIER 2000

Classement :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

**OBJET :** Mise en place d'une mesure spécifique de désendettement des éleveurs hors-sol (secteurs porcin et avicole) en situation de surendettement.

**DATE DE MISE EN APPLICATION :** immédiate

**POUR EXÉCUTION**

- Mesdames et Messieurs les Préfets de département (métropole)
- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)
- Mesdames et Messieurs les Directeurs de Services Vétérinaires
- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

**POUR INFORMATION**

- Administration Centrale
- COPERCI (10 ex)
- ACOFA
- réserve : 30 ex

Suite aux difficultés des secteurs avicole et porcin, le Ministre de l'agriculture et de la pêche a décidé d'une mesure d'urgence destinée à venir en aide aux éleveurs en situation de surendettement.

## 1. PRINCIPES ET COHERENCE DU DISPOSITIF

Cette mesure, financée par le budget de l'OFIVAL, s'inscrit dans un plan plus large annoncé par le Ministre de l'agriculture et de la pêche le 9 décembre 1999. L'enveloppe de 165 MF réservée à ce plan se décompose comme suit :

- \* 20 MF pour la prise en charge ou l'échelonnement des cotisations sociales des éleveurs hors-sol (porcins et avicoles) dans le cadre de la procédure " agriculteurs en difficulté " (Agridiff). Une circulaire de la DEPSE précisant les modalités de répartition et d'utilisation de ces crédits vous parviendra début janvier ;

- \* 14,5 MF au titre du fonds d'allégement des charges (FAC) pour l'élevage hors-sol. Il s'agit du solde disponible sur la réserve nationale du FAC du Crédit Agricole. Ces crédits sont immédiatement disponibles et complètent les dotations départementales antérieures. Ils sont actuellement en cours de versement et seront utilisés selon les règles habituelles du FAC, c'est à dire sous la forme de prises en charge d'intérêts sur les prêts professionnels à long et moyen terme, bonifiés et non bonifiés, de prêts de consolidation portant sur l'encours de ces mêmes prêts, et, à titre exceptionnel, d'abandons de créances.

- \* 130 MF au titre du dispositif de désendettement des éleveurs. Les modalités de ce dispositif font l'objet de la présente circulaire et vous sont présentées ci-après.

J'attire votre attention sur le fait que cette enveloppe de 165 MF vient en parallèle de trois autres dispositifs :

- le dispositif de règlement amiable des faillites (20 MF) dans le secteur de l'élevage porcin, dont la mise en œuvre (définie par la circulaire DPEI n° 4017 de juin 1999) reste opérationnelle ;

- les mesures de restructuration de la filière " poulet de chair " (50 MF), annoncées lors du Conseil spécialisé volailles de l'OFIVAL en date du 7 décembre dernier (à la suite du rapport sur les perspectives de la filière volaille de chair réalisé par Monsieur PERRIN), dont 35 MF seront alloués aux éleveurs : 25 MF pour la cessation d'activité sur la base d'une aide nationale moyenne de 75 F/m<sup>2</sup> (hors complément attendu des collectivités territoriales) pour les élevages dont les bâtiments sont les plus obsolètes et la maîtrise sanitaire déficiente (cette mesure touchera à la fois la production de poulets de chair et l'accoupage) et 10 MF pour la mise en œuvre de contrats de progrès. Des instructions complémentaires sur la mise en œuvre de ces mesures vous seront communiquées prochainement ;

- des mesures spécifiques à la filière " œuf " qui seront déterminées après la remise du rapport de Monsieur EVETTE sur les perspectives de la filière œuf et feront également l'objet d'instructions complémentaires.

Une vision d'ensemble de ces différentes mesures et de leur articulation vous est présentée en annexes n° 3, 4, 5.

Le dispositif de désendettement, qui a pour objectifs de redresser la situation financière de l'exploitation et permettre aux exploitants de poursuivre l'activité agricole repose sur trois grands principes :

\* **solidarité financière** : la participation financière de l'Etat est conditionnée par la participation conjointe des différents créanciers (banques, fournisseurs), sous toute forme ayant un impact réel et immédiat sur le désendettement des éleveurs (abandon de créances ou efforts financiers : prise en charge d'intérêts, ristournes...). Les collectivités territoriales seront également sollicitées pour accompagner financièrement ce dispositif de désendettement des éleveurs ;

\* **autonomie et souplesse** : sur la base de la présente circulaire qui précise le cadre général du dispositif, des ajustements nécessaires pour prendre en compte les spécificités départementales pourront avoir lieu, au cas par cas, après avis de la Commission technique spécialisée mise en place selon les modalités prévues au paragraphe 4 ;

\* **analyse au cas par cas** : la situation financière des exploitations sera évaluée à partir d'un audit incluant les aspects financiers, économiques, techniques et sociaux. Au vu de cette analyse, des solutions adaptées au cas par cas mettant en œuvre l'ensemble du plan gouvernemental présenté ci-dessus, seront proposées aux exploitations.

## 2. MODALITES DE REPARTITION DE L'ENVELOPPE NATIONALE

L'OFIVAL est chargé du paiement de la participation financière de l'Etat, pour le compte de ce dernier.

L'enveloppe de 130 MF fera l'objet d'une ventilation dans les départements les plus importants en terme de productions hors-sol. Les autres départements seront gérés globalement sur une enveloppe nationale.

Il sera tenu compte, dans cette répartition, du poids respectif des départements dans les productions hors-sol visées (porc, volailles - notamment la production de poulet destinée à l'export sur pays-tiers - et œufs) et d'éventuelles disparités locales ou régionales en terme de surendettement. A cet effet, un questionnaire vous a été adressé le 16 décembre dernier.

**Les versements de l'aide de l'Etat étant impérativement conditionnés à la participation conjointe des différents créanciers, le montant des enveloppes départementales n'a qu'une valeur indicative et pourra être ajusté en fonction du nombre de dossiers rendus éligibles par les efforts financiers consentis par les différents partenaires.**

## 3. LES BENEFICIAIRES

### ➤ Eleveurs hors-sol (porcins et avicoles) spécialisés, surendettés

La mesure est destinée aux éleveurs porcins et avicoles spécialisés, dont le chiffre d'affaires issu de l'activité hors-sol égale ou dépasse 50 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation (ou 50 % de la marge brute pour les élevages avicoles).

La Commission technique spécialisée bénéficiera, à titre exceptionnel, d'une marge d'appréciation, sans pouvoir cependant aller en deçà de 30 % de taux de spécialisation.

➤ Éleveurs à titre principal : la mesure s'adresse aux agriculteurs à titre principal, individuels ou sous forme sociétaire (GAEC, EARL).

**La participation financière de l'Etat doit obligatoirement s'accompagner d'efforts financiers consentis pour au moins le même montant par les créanciers et partenaires locaux.**

**Sauf cas très particulier justifié, les dossiers pour lesquels il y a refus de participation financière des créanciers pour un montant au moins égal à l'effort national ne peuvent bénéficier de la mesure.**

### ***3.1 Elevage porcin***

**Les aides devront être accordées prioritairement aux exploitations familiales de taille petite et moyenne. Toutefois, les jeunes agriculteurs et les récents investisseurs devront également bénéficier d'un traitement attentif.**

Ces aides concernent :

➤ les éleveurs naisseurs-engraisseurs spécialisés

Le bénéfice de la mesure est réservé aux éleveurs dont l'activité porcine représente une partie significative des revenus agricoles tirés de l'exploitation. A cet égard, les producteurs dont le chiffre d'affaires issu de l'activité porcine égale ou dépasse 50 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation, sont réputés remplir cette condition. Pour les élevages qui font uniquement du naissage porcin, cette limite est abaissée à 35 %.

En outre, ne seront retenus que les producteurs dont l'atelier porcin dépasse une taille équivalente à 35 truies en production.

Lorsqu'un producteur dispose d'ateliers dans plusieurs départements, en liaison avec les DDAF concernées, vous ne prendrez en compte le dossier de cet exploitant que si le siège de son exploitation est dans votre département.

Il appartiendra à la Commission technique spécialisée de vérifier la prise en compte de l'ensemble des sites d'élevage, lors de l'évaluation de la situation financière.

➤ les élevages en règle par rapport à la réglementation des installations classées ou en cours de régularisation, c'est à dire :

- les élevages dont les effectifs porcins sont conformes à leur autorisation ou leur déclaration au sens de la loi n° 76/663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils relèvent de cette législation ;

- les élevages dont l'effectif porcin n'a pas évolué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, qui sont engagés dans une procédure de régularisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **3.2 Elevage de volailles de chair et accoueurs**

Les aides devront être accordées prioritairement aux exploitations dont l'activité est basée sur le poulet destiné à l'exportation vers les pays-tiers (Proche et Moyen Orient, principalement). Les éleveurs de volailles de chair et élevages de volaille de chair de reproduction devront avoir un chiffre d'affaires (ou une marge brute) égal(e) ou supérieur(e) à 50 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation.

La cuniculiculture et la production de foie gras sont exclues du dispositif.

➤ engagement de l'éleveur :

- ne pas demander le bénéfice des mesures d'aide à la cessation d'activité totale (mesure structurelle décidée dans le secteur de la volaille à la suite du rapport sur les perspectives de la filière volaille de chair) ;
- exploiter un élevage dont les effectifs sont conformes à leur autorisation ou leur déclaration au sens de la loi n° 76/663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils relèvent de cette législation ;

➤ engagement de l'intégrateur : s'engager à la signature d'un contrat pour l'année 2000 avec l'éleveur bénéficiant de l'aide, permettant une rémunération équilibrant le compte d'exploitation annuel.

### **3.3 Elevage de poules pondeuses et accoueurs**

Les producteurs d'œufs devront avoir un chiffre d'affaires (ou une marge brute) égal(e) ou supérieur(e) à 50 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation.

Sauf cas particulier justifié, les producteurs d'œufs alternatifs (plein air, au sol, libre parcours et biologique) devraient être exclus du dispositif.

➤ engagement de l'éleveur :

- ne pas demander le bénéfice d'éventuelles mesures d'aide à la cessation d'activité (mesure structurelle qui pourrait être mise en place à la suite du rapport sur les perspectives de la filière œuf) ;
- exploiter un élevage dont les effectifs sont conformes à leur autorisation ou leur déclaration au sens de la loi n° 76/663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils relèvent de cette législation ;

➤ engagement de l'intégrateur (ou de son équivalent) : s'engager à la signature d'un contrat pour l'année 2000 avec l'éleveur bénéficiant de l'aide, permettant une rémunération équilibrant le compte d'exploitation annuel.

### **3.4 Marges d'appréciation**

La Commission technique spécialisée dispose d'une marge d'appréciation pour traiter les cas les plus difficiles au plus près des réalités du terrain et pourra, dans la limite de 10 % de son enveloppe, argumenter des dossiers ne correspondant pas strictement aux critères d'éligibilité définis.

Pour les départements non dotés d'une enveloppe, la marge d'appréciation sera inférieure ou égale à 10 % du montant total des demandes présentées à l'OFIVAL.

## **4. PROCEDURE D'EXAMEN DES DOSSIERS – COMMISSION TECHNIQUE SPECIALISEE**

Les dossiers seront examinés, au cas par cas, par une Commission technique spécialisée départementale que vous présiderez et à laquelle participeront :

- les établissements de crédit et la Banque de France ;
- les fournisseurs d'aliments du bétail ;
- les intégrateurs (cas de la filière avicole)
- les groupements de producteurs ;
- la Mutualité Sociale Agricole ;
- le Trésor Public ;
- les organisations professionnelles spécialisées (syndicats et organisations économiques) et les chambres d'agriculture ;
- les représentants des collectivités territoriales ;
- les experts qualifiés (centre d'économie rurale et de gestion agréé....).

La Commission technique spécialisée est appelée à rendre un avis sur la procédure de détection des producteurs en difficulté et les critères de sélection appliqués au niveau local. Elle se prononcera sur chaque dossier individuel.

Vous veillerez, à ce sujet, à la stricte confidentialité des débats. Aucune information de nature individuelle ne peut notamment être divulguée sans l'accord de l'éleveur concerné.

## **5. ANALYSE DE LA SITUATION DES EXPLOITATIONS**

### ***5.1 Audit***

L'audit est un élément clé du dispositif. Il est indispensable pour répondre à l'objectif triple :

- \* de cibler prioritairement les exploitations familiales en situation de surendettement ;
- \* de déterminer les conditions de viabilité de l'atelier hors-sol ;
- \* d'élaborer le plan de désendettement.

L'audit sera réalisé par un organisme agréé ou un expert compétent (centre d'économie rurale et de gestion agréé, ADASEA ou chambre d'agriculture). Il doit être ciblé sur les exploitations jugées les plus endettées et dont la participation financière des créanciers est probable. Il sera accompagné de toutes pièces nécessaires à l'appréciation de la situation réelle de l'exploitation et de l'exploitant.

Les aides accordées aux exploitations dans le cadre des précédentes mesures spécifiques aux éleveurs de porc en difficulté (circulaire DPEI n° 4031 du 12 octobre 1998) et dans le cadre des mesures " agriculteurs en difficulté " 1998 et 1999, ainsi que les aides allouées au titre du FAC, doivent impérativement figurer dans l'audit et être prises en compte dans l'analyse de la situation de l'exploitation. Une appréciation informative de la technicité de l'exploitant figurera aussi dans l'audit.

Vous vous rapprocherez notamment des collectivités territoriales pour examiner les possibilités de prise en charge des frais nécessaires à la réalisation de ces audits.

Dans le secteur porcin, l'audit permettra d'apprécier la viabilité de l'atelier porcin et le choix sera alors d'établir le plan de désendettement adapté à la situation, c'est à dire soit à la poursuite de l'activité porcine, soit à l'arrêt de cette activité sur l'exploitation.

En cas de situation de faillite, lorsqu'il n'y a pas d'autre alternative que l'arrêt total de l'activité agricole, l'éleveur sera orienté vers la mesure de pré-règlement amiable des faillites (20 MF), qui reste opérationnelle et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées dans la circulaire DPEI n° 4017 du 7 juin 1999.

## ***5.2 Critères de priorité et appréciation de la difficulté financière***

La notion de surendettement devra être clairement définie au niveau local, pour chaque type de production, en liaison avec le secteur bancaire, les centres de gestion, les créanciers et les organisations professionnelles.

En se fondant sur une analyse comptable des exploitations, il est souhaitable de déterminer des groupes de risque à partir des ratios suivants :

- annuités long et moyen terme / EBE ou, à défaut, produit brut ;
- endettement total (hors foncier, maison d'habitation et personnel) / actif (autonomie financière) ;
- endettement court terme / actif circulant.

L'endettement n'est pas limité à l'encours bancaire mais inclut également les dettes sociales, fiscales et fournisseurs.

Il conviendra, en outre, de croiser cette approche avec des critères spécifiques aux différents secteurs. Par exemple, dans le secteur porcin : l'endettement de court terme (bancaire et dettes fournisseurs) par truie présente, les annuités par truie présente,

l'endettement global de long et moyen terme (hors foncier, maison d'habitation et personnel) par truite présente, le besoin en fonds de roulement...

Les critères retenus sont des critères d'aide à la décision. La mesure est réservée aux producteurs en situation de risque financier moyen et élevé. Dans le cas des exploitations en situation de risque élevé, la Commission technique spécialisée devra être particulièrement attentive à la viabilité de l'exploitation.

## **6. ELABORATION D'UN PLAN DE DESENDETTEMENT ET DETERMINATION DU MONTANT DE L'AIDE**

A partir de l'audit technique et économique de l'exploitation et du bilan de la situation d'endettement, un plan complet de redressement financier sera réalisé par la Commission technique spécialisée réunissant les différents créanciers.

Ce plan complet de désendettement et de redressement financier peut s'accompagner d'un arrêt ou d'une poursuite de l'activité hors-sol sur l'exploitation.

### En cas de cessation de l'activité **porcine**

Le présent dispositif a pour objectif le désendettement de l'éleveur. Il ne s'agit donc pas d'une mesure d'aide à la cessation de l'activité porcine. **Le choix de cessation de l'activité porcine n'interviendra que dans quelques situations extrêmes, compte tenu des résultats techniques et du niveau d'endettement de l'atelier porcin.** Dans ces cas où le désendettement n'est possible qu'accompagné de l'arrêt de l'atelier porcin, il peut comprendre la vente de l'outil de production porcin et la poursuite de l'activité agricole sur l'exploitation. Les bâtiments devront alors être destinés en priorité à un jeune agriculteur ou à une EDEI (exploitation de dimension économiquement insuffisante).

Lorsque la cessation d'activité concerne l'ensemble de l'activité agricole et qu'il y a faillite, l'éleveur pourra solliciter une aide au titre de la mesure du pré-règlement amiable des faillites (20 MF).

Dans le cadre de la présente mesure de désendettement (130 MF), la possibilité de bénéficier de l'aide en cas d'arrêt de l'atelier hors-sol est réservée aux seuls élevages porcins.

### En cas de cessation de l'activité **avicole**

\* poulet de chair et accoupage : un dispositif de cessation d'activité sera mis en place dans le cadre des mesures structurelles (suite du rapport sur les perspectives de la filière volaille de chair) ;

\* poules pondeuses : un dispositif de cessation d'activité pourrait être mis en place dans le cadre des mesures structurelles (suite du rapport sur les perspectives de la filière œuf).



## **6.1 Comptabilisation des efforts financiers des partenaires et créanciers**

La participation financière de l'Etat doit obligatoirement s'accompagner d'efforts financiers consentis pour au moins le même montant par les créanciers et partenaires locaux.

**Sauf cas très particulier justifié, les dossiers pour lesquels il y a refus de participation financière des créanciers pour un montant au moins égal à l'effort national ne peuvent bénéficier de la mesure.**

Tous les outils de désendettement pourront être utilisés et comptabilisés : abandon de créances, ristournes sur fournitures à venir, prise en charge d'intérêts, coût éventuel pour le créancier d'un rééchelonnement de dette,...

Le rééchelonnement de dettes ne participant pas au désendettement à long terme ne sera pas comptabilisé dans la participation financière des créanciers. La participation des banques financée sur le FAC ne sera pas comptabilisée comme un effort du créancier.

Les efforts financiers consentis par les créanciers avant l'annonce du 9 décembre 1999 concernant la présente mesure de désendettement, ne seront pas pris en compte dans le calcul de la participation financière des créanciers.

Suite au tour de table de la Commission technique spécialisée, un protocole d'accord signé par l'ensemble des partenaires financiers sera établi et visé par la DDAF. Ce protocole d'accord fera état, si possible, non seulement des interventions de l'Etat au titre de la présente mesure en faveur des éleveurs surendettés, mais également au titre des dispositifs classiques d'aide de l'Etat (FAC, Agridiff, MSA) ainsi que des participations financières et engagement des différents créanciers et des collectivités territoriales. Il précisera le montant des participations financières de chacun et leurs engagements.

## **6.2 Montant de l'aide**

### **➤ Elevage porcin**

L'aide de l'état prend la forme d'une subvention et sera modulée en fonction de la situation de l'exploitation et des efforts financiers des différents partenaires. Elle ne devra pas être inférieure à 10 000 F.

L'aide sera plafonnée à 30 000 F/UTH, à concurrence de 2 UTH par exploitation. Dans le cas où le plan de désendettement s'accompagne d'un arrêt de l'activité porcine, l'aide sera doublée, soit 60 000 F/UTH à concurrence de 2 UTH.

La transparence s'applique pour les GAEC : le plafond d'aide est multiplié par le nombre d'exploitations regroupées dans le GAEC, dans la limite de 3 exploitations.

Selon les modalités habituellement appliquées, une EARL sera considérée comme une exploitation unique.

### **➤ Elevage avicole (volaille de chair, poules pondeuses et accoupage)**

L'aide de l'état prend la forme d'une subvention et sera modulée en fonction de la situation de l'exploitation et des efforts financiers des différents partenaires. Elle sera plafonnée à 20 000 F/UTH, à concurrence de 2 UTH par exploitation.

## 7. PAIEMENT ET CONTROLE

Après vérification de la réalisation des engagements pris par chacun des partenaires au titre du protocole d'accord, vous transmettez à l'OFIVAL (division productions hors-sol et diverses – 80, avenue des Terroirs de France 75607 PARIS CEDEX 12) :

- \* la demande de paiement des aides à verser par l'OFIVAL pour les dossiers concernés. Cette transmission s'effectuera par une base informatique simple sur support informatique dont le directeur de l'OFIVAL vous communiquera prochainement le descriptif ;
- \* une édition papier de l'état ainsi constitué et visé par vos soins ;
- \* un relevé d'identité bancaire original du producteur ;
- \* une attestation du DDAF indiquant que toutes les pièces nécessaires au dossier ont bien été examinées et conservées en DDAF ;
- \* dans le cas de l'aviculture, l'engagement de l'intégrateur sur un contrat avec l'éleveur pour l'année 2000 bénéficiant de l'aide et lui permettant une rémunération équilibrant le compte d'exploitation annuel et l'engagement de l'éleveur à ne pas bénéficier des aides à la cessation d'activité mises en place dans le cadre des mesures structurelles en faveur du secteur volaille (poulet et éventuellement œuf : cf annexe 2).

Pour permettre le paiement rapide des dossiers, vous devrez présenter à l'OFIVAL, le plus tôt possible et en tout état de cause au moment de l'envoi des premières demandes de paiement, un état prévisionnel d'affectation de l'enveloppe (pour les départements dotés d'une enveloppe). Celui-ci sera accompagné d'une note de synthèse exposant les modalités de mise en œuvre dans votre département.

Les dossiers des départements peu spécialisés en élevage hors-sol visés par la présente mesure et non dotés d'un contingent budgétaire seront examinés selon la même procédure et transmis par vos soins à l'OFIVAL, pour décision finale. L'OFIVAL vous tiendra informé de la réalisation des paiements.

Les pièces constituées des dossiers instruits par vos services seront conservées 3 ans au siège de la DDAF de votre département et seront communiquées à l'OFIVAL sur simple demande de sa part.

## 8. DELAIS

Je vous demande de mettre en œuvre cette circulaire dans les meilleurs délais et de faire en sorte que l'ensemble des propositions d'intervention soit adressé à l'OFIVAL au plus tard le 31 janvier 2000.

\*                      \*

\*

Je vous saurai gré de bien vouloir m'informer de toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre de la présente circulaire.

L' Adjoint au Directeur  
Chef du Service de la Production  
et des Marchés  
Pierre-Eric ROSENBERG

## ANNEXE N° 1

### MESURE DE DESENDETTEMENT DES ELEVEURS HORS-SOL

#### 1. EXPLOITATIONS PORCINES

Département :	
Nombre total de bénéficiaires :	
dont nombre de bénéficiaires avec cessation de l'activité porcine	
Nombre de demandes refusées : (refus de participation financière des créanciers)	
Taille moyenne des exploitations aidées : (en truies ou équivalent truies)	
Montant de l'aide moyenne de l'Etat par UTH :	
Montant moyen de l'aide totale par UTH <div style="margin-left: 40px;"> dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat</li> <li>- banques</li> <li>- FAB (fabricants aliment bétail)</li> <li>- groupements</li> <li>- collectivités territoriales</li> <li>- autres</li> </ul> </div>	
Total départemental des aides financières des différents partenaires <div style="margin-left: 40px;"> dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat</li> <li>- banques</li> <li>- FAB</li> <li>- groupements</li> <li>- collectivités territoriales</li> <li>- autres</li> </ul> </div>	

A renvoyer à la DPEI/SPM/SDEPA/BPVD par courrier ou télécopie (01 49 55 45 90)

## A N N E X E N° 1 (suite)

### 2. EXPLOITATIONS DE POULET DE CHAIR ET ACCOUEURS

Département :	
Nombre total de bénéficiaires :	
Nombre de demandes refusées : (refus de participation financière des créanciers)	
Taille moyenne des exploitations aidées : (nombre de m²)	
Montant de l'aide moyenne de l'Etat par UTH :	
Montant moyen de l'aide totale par UTH dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat</li> <li>- banques</li> <li>- FAB (fabricants aliment bétail)</li> <li>- groupements</li> <li>- collectivités territoriales</li> <li>- autres</li> </ul>	
Total départemental des aides financières des différents partenaires dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat</li> <li>- banques</li> <li>- FAB</li> <li>- groupements</li> <li>- collectivités territoriales</li> <li>- autres</li> </ul>	

A renvoyer à la DPEI/SPM/SDEPA/BPVD par courrier ou télécopie (01 49 55 45 90)

## A N N E X E N° 1 (suite)

### 3. EXPLOITATIONS DE POULES PONDEUSES

Département :	
Nombre total de bénéficiaires :	
Nombre de demandes refusées : (refus de participation financière des créanciers)	
Taille moyenne des exploitations aidées : (nombre de places)	
Montant de l'aide moyenne de l'Etat par UTH :	
Montant moyen de l'aide totale par UTH	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>dont</div> <div>           - Etat             - banques             - FAB (fabricants aliment bétail)             - groupements             - collectivités territoriales             - autres         </div> </div>	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>Total départemental des aides financières des différents partenaires</div> <div>dont</div> <div>           - Etat            - banques             - FAB             - groupements             - collectivités territoriales             - autres         </div> </div>	

A renvoyer à la DPEI/SPM/SDEPA/BPVD par courrier ou télécopie (01 49 55 45 90)

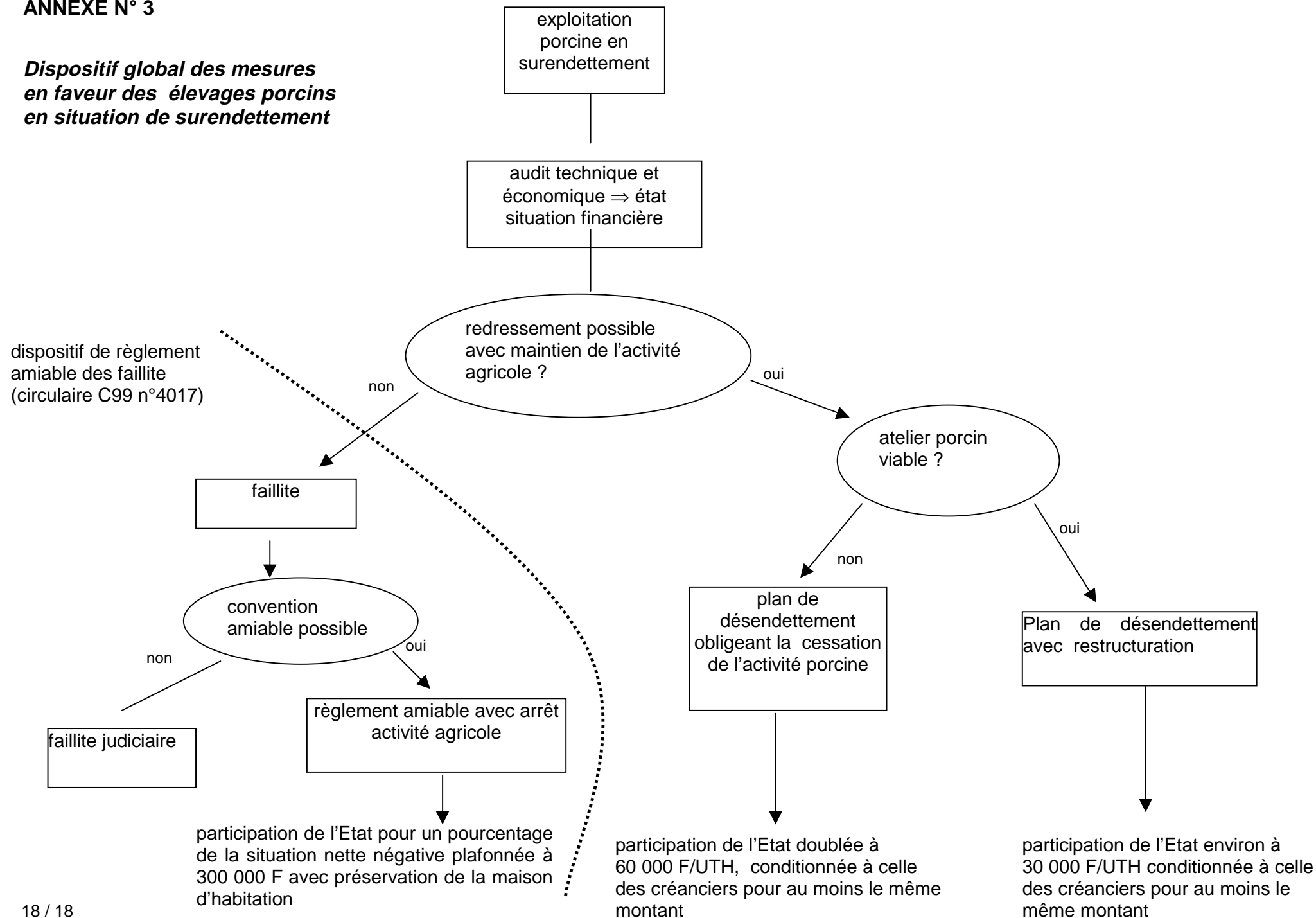
## **AN N E X E 2 (modèle)**

### **ENGAGEMENT DE L'ELEVEUR**

Je m'engage à ne pas solliciter l'aide à la cessation d'activité au titre des mesures structurelles qui pourraient être mises en œuvre dans le secteur [de la production de poulet de chair], [de l'accoupage], [de la production d'œufs] .

## ANNEXE N° 3

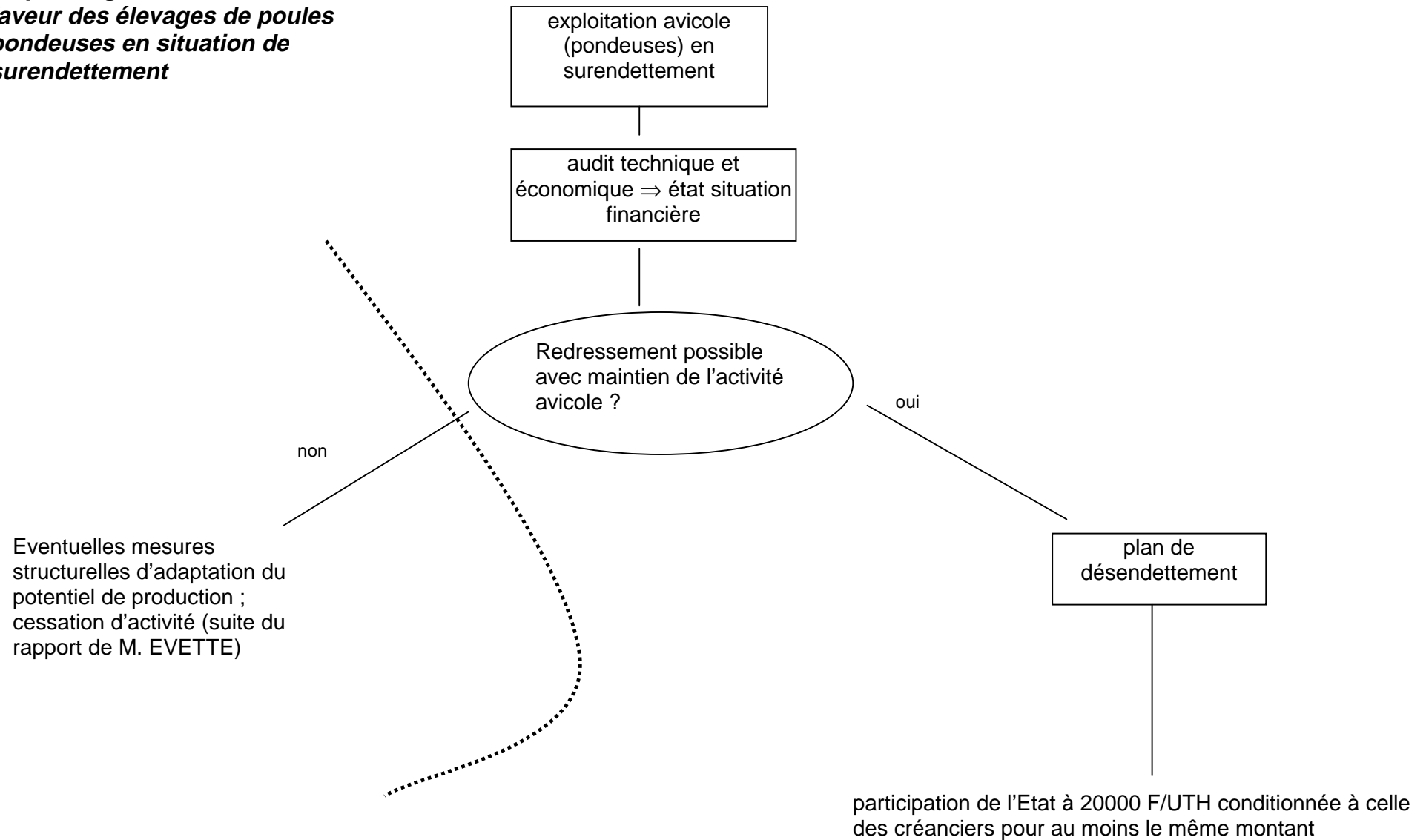
### *Dispositif global des mesures en faveur des élevages porcins en situation de surendettement*





#### ANNEXE N° 4

***Dispositif global des mesures en  
faveur des élevages de poules  
pondeuses en situation de  
surendettement***



***Dispositif global des mesures en  
faveur des élevages de volailles  
de chair en situation de  
surendettement***

**ANNEXE N° 5**

